

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Beauvais, le 26 mars 2013

Unité Territoriale de l'Oise
Subdivision Oise 3

Affaire suivie par : Aline SIMON

Tél. 03.44.10.54.05

Courriel : aline.simon@developpement-durable.gouv.fr

M:\ICPE\ARSY\PTM AUTO

CARAMBOLAGE\2012\130426_PTM_RenouvAgrement_RACXX.odt

IC-R/0110/13-AS

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société PTM AUTO à ARSY (60190)

- Demande de renouvellement de l'agrément « Véhicules Hors d'Usage »

REF. : Transmissions de M. le Préfet de l'Oise en dates du 15 novembre 2012

P.J. : Annexe 1 : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement de l'agrément initial n° PR 60 00009 D en date du 24/11/2006 de la société PTM AUTO CARAMBOLAGE pour son établissement de ARSY (60 190)

Par transmission citée en référence, M. le Préfet de l'Oise a transmis, pour avis sur la suite à donner, à l'inspection des installations classées, une demande formulée par la société visée en objet, en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément relatif au stockage, à la dépollution et au démontage des Véhicules Hors d'Usage pour son site d'ARSY.

Le présent rapport analyse la demande de la pétitionnaire et propose à Monsieur le Préfet de l'Oise les suites qu'il convient de réserver à celle-ci.

I RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT

Raison sociale	:	PTM AUTO CARAMBOLAGE
Forme juridique	:	Société Anonyme à Responsabilité Limitée (SARL)
Adresse du siège social et des installations	:	28 rue de la Plaine 60190 ARSY
Téléphone	:	03.44.37.02.62

Horaires d'ouverture : 8h30-11h30 / 13h45-16h30

Tél. : 33 (0)3 44 10 54 00 – fax : 33 (0) 3 44 10 54 01

283 rue de Clermont

Z.A. de la Vatine

60000 Beauvais

Fax : 03.44.83.98.77

Responsable : M. Franck PULCINO, Gérant

N° SIRET : 398 815 514 00029

Code NAF : 4532 Z

Effectif sur le site : 8 salariés

Activité : Stockage, dépollution et démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU)

II DESCRIPTION DES ACTIVITES ET SITUATION ADMINISTRATIVE

II.1 Description sommaire des activités

La société PTM AUTO CARAMBOLAGE est spécialisée, sur son site d'ARSY, dans le stockage, la dépollution et le démontage de VHU.

II.2 Situation administrative

Les activités du site d'ARSY ont été autorisées et réglementées par les arrêtés préfectoraux en dates des 28 juillet 1989 et 24 novembre 2006.

Le dernier acte administratif (24 novembre 2006) est relatif, notamment, à l'agrément concernant la dépollution et le démontage des VHU. Cet agrément est arrivé à échéance depuis le 24 novembre 2012.

III NATURE DE LA DEMANDE PRESENTÉE PAR LA PETITIONNAIRE

La demande présentée par la société PTM AUTO CARAMBOLAGE concerne le renouvellement de son agrément initial délivré le 24 novembre 2006 relatif à la dépollution et au démontage des VHU pour son site d'ARSY. Il convient de préciser que cet agrément est échu depuis le 24 novembre 2012.

IV CADRE JURIDIQUE DE LA DEMANDE

L'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de VHU, prévoit notamment en son article 2 la nature du dossier à constituer et ce, en vue de renouveler les agréments existants.

Ce dossier doit être constitué des pièces suivantes :

- raison sociale de la société, sa forme juridique, l'adresse du siège social et des installations concernées ainsi que la qualité du signataire de la demande ;
- l'engagement du demandeur à respecter les obligations des cahiers des charges mentionnées à l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 susvisé ;
- les références de l'arrêté préfectoral portant agrément (pour les sites déjà en activité) ;
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral existant, établi par un organisme tiers accrédité ;
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation, conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 susvisé ;

- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect des obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation définies aux paragraphes 11 et 12 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 susvisé.

V OBSERVATIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

A la lecture des pièces constitutives de la demande de la pétitionnaire, il s'avère qu'elles répondent en tous points aux dispositions fixées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 susvisé.

De plus, il convient de noter que le dernier rapport de vérification daté du 05 octobre 2011 et délivré par l'organisme accrédité AFNOR Certification n'a pas mis en évidence de non conformité des installations d'ARSY et ce, au regard des prescriptions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2006 susvisé.

VI CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La société PTM AUTO CARAMBOLAGE a déposé auprès des Services Préfectoraux de l'Oise, une demande en vue d'obtenir le renouvellement de son agrément existant relatif au stockage, à la dépollution et au démontage des VHU pour son site d'ARSY.

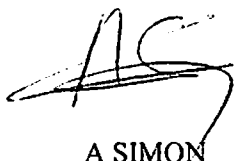
Cette demande a été constituée dans les formes prévues notamment à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres de VHU et aux agréments des exploitants de broyage de VHU.

Dans ces conditions, nous proposons à M. le Préfet de l'Oise d'accéder à la demande formulée par la pétitionnaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire, joint au présent rapport, a été rédigé à cet effet.

Conformément aux dispositions édictées à l'article R 512 – 31 du Code de l'Environnement, ce projet de prescriptions doit être soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

REDACTEUR

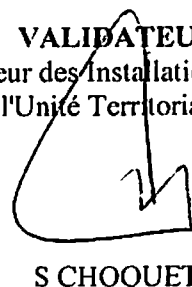
L'Inspecteur des Installations Classées,



A SIMON

VALIDATEUR

L'inspecteur des Installations Classées,
Chef de l'Unité Territoriale de l'Oise



S CHOQUET

ANNEXE 1

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement
de l'agrément initial n° PR 60 00009 D délivré à la société PTM
AUTO CARAMBOLAGE pour ses installations de dépollution et de
démontage de VHU exploitées sur son site d'ARSY**

PREFET DE L'OISE

Projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement de l'arrêté d'agrément VHU du 24 novembre 2006 délivré à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE pour ses installations de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) exploitées au 28 rue de la Plaine – commune d'ARSY (60190)

Agrément n° PR 60 00009 D

Le Préfet de l'Oise

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Règlement CE n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V, des parties législatives et réglementaires ;

Vu le décret n° 2011/153 du 04 février 2011 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière de gestion des Véhicules Hors d'Usage (VHU) et des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE) ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 janvier 2005 relatif aux déclarations annuelles des producteurs de véhicules, des broyeurs agréés et des démolisseurs agréés des Véhicules Hors d'Usage (VHU) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévus à l'article R 543 – 99 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres Véhicules Hors d'Usage (VHU) et aux agréments des exploitants des installations de broyage de Véhicules Hors d'Usage ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE, en dates des 28 juillet 1989 et 24 novembre 2006, pour son établissement d'ARSY (60 190), lesquels réglementent les conditions d'exploitation des installations situées au 28 rue de la Plaine à ARSY (60190) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2006 délivré à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE portant agrément des installations de dépollution et de démontage de VHU exploitées sur son site d'ARSY (60 190) ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément déposée le 29 octobre 2012 par la société PTM AUTO CARAMBOLAGE, auprès des Services Préfectoraux de l'Oise, pour ses installations de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage exploitées sur son site d'ARSY (60 190) ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 26 mars 2013 ;

Vu l'avis émis par le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie en date du 05 mars 2013 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire portant renouvellement de l'arrêté d'agrément VHU du 24 novembre 2006 susvisé dont le contenu a été soumis à l'avis de la société PTM AUTO CARAMBOLAGE, le 26 mars 2013 ;

Vu la réponse de la pétitionnaire en date du 27 mars 2013 sur le contenu du projet d'arrêté préfectoral complémentaire susvisé qui lui a été soumis en date du 26 mars 2013 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Oise en date du 11 avril 2013 ;

Considérant que l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2006 délivré à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE portant agrément des installations de dépollution et de démontage de VHU exploitées sur son site d'ARSY (60 190) prévoit une échéance de validité à la date du 24 novembre 2012 ;

Considérant que la demande de renouvellement d'agrément présentée par la société PTM AUTO CARAMBOLAGE à ARSY (60 190), le 29 octobre 2012 comporte l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de Véhicules Hors d'Usage ;

Considérant que l'article R 543 – 162 du Code de l'Environnement dispose que tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) doit en outre être agréé, à cet effet, et qu'est annexé à cet agrément un cahier des charges contenant les obligations fixées aux articles R 543 – 164 et R 543 – 165 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément aux dispositions édictées à l'article R 512 – 31 du Code de l'Environnement, d'imposer à la pétitionnaire des prescriptions additionnelles visant à la protection des intérêts visés à l'article L 511 – 1 du Code de l'Environnement ; prescriptions qui correspondent au contenu du cahier des charges fixé à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 susvisé ;

La pétitionnaire entendue ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

Les prescriptions édictées aux articles 1, 2 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 juin 2006 susvisé sont abrogées à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'agrément initial PR 60 00009 D délivré, en date du 24 novembre 2006, à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE, dont le siège social est situé au 28 rue de la Plaine à ARSY (60 190), est renouvelé pour une durée de 6 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Cet agrément est relatif aux activités de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage exploitées sur le site d'ARSY (60190) - 28 rue de la Plaine

ARTICLE 3 :

La société PTM AUTO CARAMBOLAGE est tenue, dans les activités pour lesquelles elle est agréée à l'article 2 du présent arrêté, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté.

ARTICLE 4 :

La société PTM AUTO CARAMBOLAGE est tenue d'afficher, de façon visible à l'entrée de son établissement d'ARSY (60 190), son numéro d'agrément et sa date de fin de validité.

ARTICLE 5 :

En cas de renouvellement de cet agrément, la société PTM AUTO CARAMBOLAGE en adresse la demande à M. le Préfet de l'Oise, au moins six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours.

ARTICLE 6 :

Formules exécutoires

Fait à Beauvais, le

ANNEXE 1

**Cahier des charges annexé à l'agrément délivré le..... à la société PTM AUTO CARAMBOLAGE
pour ses activités de dépollution et de démontage de Véhicules Hors d'Usage exercées à ARSY
(60190) - 28 rue de la Plaine**

Agrément n° PR 60 00009 D

Conformément aux dispositions de l'article R 543 – 164 du Code de l'Environnement :

1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :

- les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ;
- les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ;
- les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;
- les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;
- le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;
- les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;
- les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.

2° Les éléments suivants sont extraits du véhicule :

- composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;
- composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;
- verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.

3° L'exploitant du centre VHU est tenu de contrôler l'état des composants et éléments démontés en vue de leur réutilisation et d'assurer, le cas échéant, leur traçabilité par l'apposition d'un marquage approprié, lorsqu'il est techniquement possible. Les pièces destinées à la réutilisation peuvent être mises sur le marché sous réserve de respecter les réglementations spécifiques régissant la sécurité de ces pièces ou, à défaut, l'obligation générale de sécurité définie par l'article L. 221-1 du code de la consommation.

La vente aux particuliers de composants à déclenchement pyrotechnique est interdite.

Les opérations de stockage sont effectuées de façon à ne pas endommager les composants et éléments réutilisables ou valorisables, ou contenant des fluides.

Seul le personnel du centre VHU est autorisé à accéder aux véhicules hors d'usage avant les opérations de dépollution visées au 1° du présent article.

4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre :

- les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre État membre de la Communauté européenne, dès lors que le transfert transfrontalier des véhicules hors d'usage est effectué dans le respect des dispositions du règlement n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.

5° L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.

Cette déclaration comprend :

- a) Les informations sur les certifications obtenues notamment dans le domaine de l'environnement, de l'hygiène, de la sécurité, du service et de la qualité ;
- b) Le nombre et le tonnage des véhicules pris en charge ;
- c) L'âge moyen des véhicules pris en charge ;
- d) La répartition des véhicules pris en charge par marque et modèle ;
- e) Le nombre et le tonnage de véhicules hors d'usage préalablement traités remis, directement ou via d'autres centres VHU agréés, à des broyeurs agréés, et répartis par broyeur agréé destinataire ;
- f) Le tonnage de produits et déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage remis à des tiers ;
- g) Les taux de réutilisation et recyclage et réutilisation et valorisation atteints ;
- h) Les nom et coordonnées de l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges ;
- i) Le cas échéant, le nom du ou des réseau(x) de producteur(s) de véhicules dans lequel s'inscrit le centre VHU.

Lorsqu'un transfert de véhicule(s) hors d'usage est opéré entre deux centres VHU agréés, l'obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164 pèse sur l'exploitant du premier centre VHU agréé qui a pris en charge le véhicule. Dans ce cas, le deuxième centre VHU agréé a l'obligation de communiquer au premier centre VHU agréé les données nécessaires à ce dernier pour répondre à son obligation de déclarer au sens du 5° de l'article R. 543-164.

La communication de ces informations pour l'année n intervient au plus tard le 31 mars de l'année n + 1.

Le contenu de la déclaration est vérifié et validé par l'organisme tiers désigné au 15° du présent cahier des charges avant le 31 août de l'année n + 1. A partir de 2013, l'organisme tiers réalise également une validation en ligne de la déclaration.

L'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) délivre un récépissé de déclaration. La fourniture de ce récépissé est une des conditions nécessaires au maintien de l'agrément préfectoral.

6° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition des opérateurs économiques avec lesquels il collabore, ou avec lesquels il souhaite collaborer, ses performances en matière de réutilisation et recyclage et de réutilisation et valorisation des véhicules hors d'usage.

7° L'exploitant du centre VHU doit tenir à la disposition de l'instance définie à l'article R. 543-157-1 les données comptables et financières permettant à cette instance d'évaluer l'équilibre économique de la filière.

8° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions de l'article R. 322-9 du code de la route lorsque le véhicule est pris en charge pour destruction, et notamment de délivrer au détenteur du véhicule hors d'usage un certificat de destruction au moment de l'achat.

9° L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissseurs ;
- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;
- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;
- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;
- les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie, à favoriser leur réutilisation, leur recyclage ou leur valorisation, et dans les régions concernées par la dengue et autres maladies infectieuses tropicales, à prévenir le risque de prolifération des moustiques ;
- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur – déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; le traitement réalisé doit assurer que le rejet des eaux dans le milieu naturel n'entraînera pas de dégradation de celui-ci ;

- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.

10° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage, en dehors des métaux, des batteries et des fluides issus des opérations de dépollution, de 3,5 % de la masse moyenne des véhicules et d'un taux de réutilisation et de valorisation minimum de 5 % de la masse moyenne des véhicules, y compris par le biais d'une coopération avec d'autres centres VHU agréés.

11° En application du 12° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement susvisé, l'exploitant du centre VHU est également tenu de justifier de l'atteinte d'un taux de réutilisation et de recyclage minimum des matériaux issus des véhicules hors d'usage participant à l'atteinte des objectifs fixés à l'article R. 543-160, y compris par le biais d'une coopération avec les autres opérateurs économiques : en particulier, il s'assure que les performances des broyeurs à qui il cède les véhicules hors d'usage qu'il a traités, ajoutées à ses propres performances, permettent l'atteinte des taux mentionnés à l'article R. 543-160 du code de l'environnement.

12° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle disponible en annexe III de l'arrêté du 2 mai 2012). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.

13° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.

14° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :

- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;
- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;
- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.

Les résultats de cette vérification sont transmis à M. le Préfet de l'Oise.